



A L'ATTENTION DE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE

A l'aube du jeudi 24 septembre 2009, une opération contre le Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP) a été réalisée par les forces de sécurité : plus de 80 personnes parmi lesquelles se trouvent des anciens députés et des maires ont été mis en garde à vue.

L'opération s'est déroulée en dépit des règles de droit : des appartements ont été endommagés, des portes défoncées et les personnes ont été mises en garde à vue de façon tout à fait arbitraire.

Rappelons qu'après la dissolution du Parti pour une Société Démocratique, en date du 11 décembre 2009, par la Cour Constitutionnelle de Turquie, 94 Maires, les membres des Conseils Généraux des Régions et les membres des Conseils Municipaux avaient adhéré, le 23 décembre 2009, au Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP) ; c'est donc en moins de 24 heures que la décision de mener cette opération policière a été prise, ce qui en dit long sur les motivations des commanditaires.

Déjà, à la suite du grand succès du DTP aux élections locales du 29 mars 2009, 53 principaux cadres du parti parmi lesquels les adjoints aux Co-présidents, avaient été mis en garde à vue et emprisonnés dès le 14 avril 2009. Huit mois se sont écoulés, depuis, et ces détenus n'ont toujours pas comparu devant la Cour au motif que le dossier est classé secret, et ne connaissent toujours pas les chefs d'accusation. Depuis le début des opérations en date du 14 avril 2009, plus de 500 personnalités politiques kurdes, dont les 53 cadres, sont toujours détenus.

Cette situation injuste et arbitraire se prolonge aujourd'hui avec, sur directive des procureurs, les gardes à vue concernant plus de 80 personnalités politiques kurdes et de représentants d'ONG parmi lesquels se trouvent Hatip Dicle, ancien député du DEP et Co-président du Congrès pour une Société Démocratique (DTK), Abdullah Demirbaş, Maire de la Municipalité de Surici (arrondissement de Diyarbakir), Zülküf Karatekin, Maire de la Municipalité de Kayapınar (arrondissement de Diyarbakir), Selim Sadak, ancien député du DEP et Maire de la Municipalité de Siirt, Necdet Atalay, Maire de la Municipalité de Batman, Leyla Güven, Maire de la Municipalité de Viranşehir et membre de la Commission des Gouvernements Locaux du Conseil Européen, Ferhan Türk, Maire de la Municipalité de Kızıltepe, Muharrem Erbey, Vice-président de l'Association des Droits de l'Homme.

Le gouvernement (AKP) qui, dans ses discours, prône "l'ouverture démocratique", tente ainsi de tromper l'opinion publique turque et l'opinion internationale, pour mieux intensifier ses attaques contre la volonté politique du peuple kurde. Le Parti pour une Société Démocratique (DTP) qui a obtenu près de deux millions et demi de votes aux dernières élections municipales a été dissout et les mandats de député de notre Co-président Ahmet Türk et de la députée élue de Diyarbakir, Aysel Tuğluk, ont été annulés ; en réponse, les députés du DTP qui avaient initialement voulu démissionner de la Grande Assemblée de Turquie (le Parlement), ont pris en considération la demande de l'opinion publique et décidé de continuer, dans le cadre parlementaire, la lutte démocratique pour la solution démocratique et pacifique de la question kurde sous le "toit" du BDP. Cette présente opération policière qui n'a pas pu être décidée sans l'aval gouvernemental (AKP) est donc une véritable provocation.

Après l'opération du 14 avril et suite de la dissolution du DTP, nos appels à l'opinion publique de Turquie et à l'opinion internationale n'ont malheureusement pas été entendus, ce qui a encouragé les

agresseurs à continuer leur politique négativiste à l'égard des Kurdes. En tant que BDP, nous souhaitons une fois encore vous faire part de notre inquiétude : Il est de notre responsabilité d'avertir l'opinion publique de Turquie et l'opinion internationale que cette politique d'agression ne peut qu'intensifier la crise, décupler la violence déjà forte en Turquie et créer le chaos. La solution n'est pas de mettre en garde à vue et d'emprisonner la volonté politique du peuple kurde mais de reconnaître cette volonté kurde en vue de la considérer comme interlocutrice ; résoudre la question kurde sans les Kurdes, telle est l'approche du gouvernement AKP qui ne peut déboucher que sur la guerre. La tension qui règnera en Turquie aura une influence néfaste sur le monde entier et principalement sur le Moyen-Orient. Dans ce contexte, nous souhaitons vivement que l'opinion publique internationale prenne position pour la démocratie et la liberté d'expression, et dénonce ces actes illégaux et injustes. Nous en appelons à l'opinion publique démocratique et à sa solidarité, et nous lui demandons d'élever la voix pour que cessent immédiatement ces opérations contre le BDP et les ONG.

LE PARTI POUR LA PAIX ET LA DEMOCRATIE

				
Hatip Dicle, ancien député du DEP Coprésident du Congrès pour une Société Démocratique	Abdullah Demirbağ Maire d'arrondissement de Diyarbakir (Municipalité de Surici)	Zülküf Karatekin Maire d'arrondissement de Diyarbakir Municipalité de Kayapınar	Selim Sadak, ancien député du DEP Maire de Siirt	Leyla Güven Maire de Viranşehir membre de la Commission des Gouvernements Locaux du Conseil Européen